

REGION DE CORSE

DELIBERATION N° 90/70 AC DE L'ASSEMBLEE DE CORSE PORTANT ADOPTION D'UNE MOTION RELATIVE A LA REDUCTION DE L'ENVELOPPE DE LA CONTINUITE TERRITORIALE

—————
Séance du 5 octobre 1990

L'an mil neuf cent quatre vingt dix, et le cinq octobre l'Assemblée de Corse, régulièrement convoquée, s'est réunie au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de M. Jean-Paul de ROCCA-SERRA, Président de l'Assemblée de Corse.

ETAIENT PRESENTS : MM.

Pierre-Jean ALBERTINI, François ALFONSI, Nicolas ALFONSI, Pascal ARRIGHI, Vincent AVOGARI DE GENTILI, Jean BAGGIONI, Dominique BALDACCI, Léonard BATTESTI, Jean-Baptiste BIAGGI, Dominique BIANCHI, Antoine BIGGI, Dominique BUCCHINI, Antoine CANIONI, Jean CASTA, Pierre Philippe CECCALDI, Denis CELLI, Joseph Antoine CHIARELLI, Jean COLONNA, Laurent CROCE, Albert FERRACCI, Jules Laurent FERRANDI, Jacques FIESCHI, Jean GAFFORY, François-Marie GERONIMI, Paul GIACOBBI, Ours Ange Pierre GRIMALDI, Charles LEONELLI, Toussaint LUCIANI, Antoine-Louis LUISI, Dominique MARI, Joseph MARIOTTI, Emile MOCCHI, François MOSCONI, Jean MOTRONI, Jules-Paul NATALI, Alain ORSONI, Ange PANTALONI, Paul PATRIARCHE, François PIAZZA ALESSANDRINI, Pierre-Timotheé PIERI, Paul-Donat POLI, Pascal POZZO DI BORGIO, Jean-Paul de ROCCA SERRA, Louis Ferdinand de ROCCA SERRA, Paul SCARBONCHI, Marc VALERY, Xavier VILLANOVA, Fernand VINCENTELLI.

ETAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNE POUVOIR :

M. Jean-Louis ALBERTINI à M. François PIAZZA ALESSANDRINI,
M. Alexandre ALESSANDRINI à M. Paul GIACOBBI,
M. Henri ANTONA à M. Louis-Ferdinand de ROCCA SERRA,
M. Joseph-Ferdinand CHIARELLI à M. Jean COLONNA,
M. Charles COLONNA à M. Denis CELLI,
M. Marcel FEYDEL à M. Dominique BALDACCI,
M. Antoine GAMBINI à M. Charles LEONELLI,
M. Sauveur GANDOLFI-SCHEIT à M. Jean-Paul de ROCCA SERRA,
M. François Dominique PELLONI à M. Jean GAFFORY,
M. Jérôme POLVERINI à M. Pascal ARRIGHI,

ETAIENT ABSENTS : MM.

Paul BUNGELMI, Max SIMEONI, Michel STEFANI.

L'ASSEMBLEE DE CORSE

- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 82.214 du 2 mars 1982, portant statut particulier de la Région de Corse : organisation administrative,
- VU** la loi n° 82.659 du 30 juillet 1982, portant statut particulier de la Région de Corse : compétences,
- VU** la loi n° 86.16 du 6 janvier 1986 relative à l'organisation des régions et portant modification de dispositions relatives au fonctionnement des conseils généraux,
- VU** la loi n° 86.972 du 19 août 1986 portant dispositions diverses relatives aux collectivités locales,
- VU** la motion déposée par MM. Marc VALERY et François PIAZZA ALESSANDRINI,

APRES EN AVOIR DELIBERE

ARTICLE PREMIER :

ADOpte la motion, dont la teneur suit :

"Le projet de budget de l'Etat pour 1991 prévoit une réduction de l'enveloppe de continuité territoriale, en contradiction avec les conventions Etat-Région, au moment même où la forte augmentation du prix des carburants rendra sa gestion plus difficile,

L'Assemblée de Corse fortement émue par cette information, demande instamment au Premier Ministre de rétablir ces crédits au niveau où ils devraient être fixés en fonction de l'évolution des indices retenus, soit 793 MF pour 1991.

Elle souhaite que dans l'avenir cette enveloppe prenne le forme d'une dotation globale de décentralisation entièrement gérée par les représentants élus de la Corse, à condition que l'Etat, pour sa part fasse l'effort nécessaire à la réduction des surcoûts qui grèvent indûment cette enveloppe".

ARTICLE 2 :

La présente délibération qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication au recueil des actes administratifs de la Région.

AJACCIO, le 5 octobre 1990

Pour copie certifiée conforme
à l'original

Le Secrétaire Général

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE CORSE,

J.D. PIANELLI

Dr. Jean-Paul DE ROCCA SERRA